

Priorité à la gestion économique de la commune

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5517 - Lundi 15 novembre 2021 - Prix : 10 DA

Pluies

Inondations et embouteillages monstres à Alger

Révision du système des subventions

L'Etat ne renoncera pas à son rôle social

Conférence de Glasgow : la COP26 sauve la COP21

Par Mohamed Habili

La COP26 a si peu sauvé la planète qu'il faut qu'elle se réunisse dès l'année prochaine au Caire pour tenter de faire mieux qu'à Glasgow en matière de réduction des gaz à effet de serre. En revanche, elle a bien sauvé la COP21, tenue à Paris en 2021, en reprenant à son compte le principal engagement pris par les parties prenantes à cette occasion, qui est de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré d'ici la fin du siècle. Quand on sait que le climat est déjà plus chaud de 1,1 degré par rapport à ce qu'il était au début de l'ère industrielle, on mesure mieux l'urgence qu'il y a à redoubler d'efforts si l'on veut que la planète et la vie qu'elle abrite souffrent le moins possible d'une hausse inéluctable des températures. Les experts du climat sont en majorité d'accord pour mettre en garde contre la catastrophe qui en résulterait si le monde restait sur sa trajectoire actuelle, car dans ce cas la hausse de la température moyenne sera bien plus élevée. Elle dépassera les 2 degrés pour s'approcher dangereusement des 3 degrés. La COP26 sauve la COP21 sur un autre point non moins important : atteindre la neutralité carbone vers le milieu du siècle. A partir de 2050/2060, les émissions de dioxyde de carbone par l'activité humaine ne devront pas dépasser ce que la nature est capable d'en éliminer par ses seuls mécanismes.

Suite en page 3

Covid / Selon Derrar, DG de l'Institut Pasteur

La quatrième vague s'installe en Algérie



PH/D. R.

Nous y sommes donc. L'Algérie est officiellement entrée dans une quatrième vague de Covid-19. Nous nous apprêtons donc à faire face à une nouvelle hausse de contaminations dans les prochains jours.

Tizi Ouzou

Le taux élevé de turbidité de Taksebt perturbe l'alimentation en eau potable

Eliminatoires du Mondial 2022/Algérie-Burkina Faso J-1

Belmadi appréhende l'absence de Belaili

Covid/ Selon Derrar, DG de l'Institut Pasteur

La quatrième vague s'installe en Algérie

n Nous y sommes donc. L'Algérie est officiellement entrée dans une quatrième vague de Covid-19. Nous nous apprêtons donc à faire face à une nouvelle hausse de contaminations dans les prochains jours.

Par Louisa Ait Ramdane

Pour l'instant, pas de boom dans les cas de contamination ou d'hospitalisation. Malgré tout, la quatrième vague est là. Depuis plusieurs semaines, les spécialistes de la santé ne cessent d'alerter sur le risque de l'avènement de la 4^e vague. Actuellement, on est en plein dedans. Le directeur général de l'Institut Pasteur (IPA) et membre du Comité scientifique chargé du suivi et de l'évolution de l'épidémie Covid-19, a affirmé, hier, que l'Algérie est officiellement entrée dans la quatrième vague de Covid-19. L'évaluation de Fawzi Derrar fait suite à une courbe épidémiologique de la 4^e vague ascendante au cours du dernier mois. Certes, pas assez vite, mais autant inquiétante que les vagues précédentes. «Vers la fin octobre, la courbe de la vague épidémiologique a commencé à monter, pas de manière rapide, mais au rythme des vagues précédentes», a expliqué Derrar. D'ailleurs, il a précisé que l'avènement de cette nouvelle vague épidémiologique était prévisible. Après avoir baissé au-dessous de 90 cas par jour, le bilan des infections a commencé à remonter ces derniers jours pour repasser au-dessus de la barre des 100 nouvelles contaminations en 24 heures. Notons que le nombre de cas de contamination au coronavirus se situe entre 110 et 140 cas avec un nombre important de morts quotidiennement. Cela est essentiellement dû, selon le DG de l'Institut Pasteur, à «l'arrivée de la saison hivernale où les gens on

tendance à se réunir dans les espaces clos, ce qui augmente les facteurs de propagation du virus, parallèlement avec le faible taux de vaccination». Cette nouvelle vague survient alors que la vaccination anti-Covid est à la traîne. Environ 11 millions d'Algériens sont vaccinés totalement ou partiellement, soit 50 % des 20 millions de la population adulte ciblée par la vaccination. Un taux qualifié par le premier responsable du secteur de faible. Le même responsable va au-delà de la quatrième vague, qui est désormais une évidence, pour parler du risque de l'avènement de la 5^e vague, notamment avec le recul du rythme de la vaccination anti-Covid. Il a ajouté que les wilayas les plus touchées par les contaminations sont Alger, Oran et Constantine. Toujours à propos de la vaccination, Derrar a indiqué que 13 millions de doses de différents vaccins sont actuellement en stock au niveau de l'Institut Pasteur. Il a également fait savoir que 5 millions de doses devront arriver avant le fin du mois en cours.

Vaccination : les mises en garde de Benbouzid

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, qui a mis en garde contre la 4^e vague



Ph/D. R.

de l'épidémie, appelle à se tenir prêts afin d'y faire face, et ce, en reprenant la vaccination. Cela devra éviter, selon lui, de tomber sous les mêmes effets de la 3^e vague qui était très virulente.

Dans ce contexte, le ministre de la Santé a exprimé ses regrets face à la grande réticence de la part de la population pour la vaccination, bien qu'elle ait connu un rush en juillet dernier avec une moyenne de 250 000 vaccinations par jour. Mais, ajoute-t-il, avec l'amélioration progressive de la situation fin août, la réticence à vacciner a commencé. «Nous étions optimistes d'atteindre les 70 % prévus initialement avant le fin de l'année. Or, avec le décreu de l'épidémie constatée dès la fin août, les gens ont commencé à se montrer réticents, avec une

moyenne maximale de 13 000 vaccinations par jour», a-t-il déclaré. À ce propos, Benbouzid a souligné que les stocks disponibles actuellement son à hauteur de 13 millions de doses, notant qu'«en raison de l'accumulation des vaccins, nous avons refusé de recevoir de nouvelles quantités». Le plus grand nombre de citoyens doit être vacciné, car tous les vaccins sont sûrs et effi-

caces, a indiqué le ministre. Concernant l'obligation du pass vaccinal, le ministre a fait remarquer que cela devra être entamé auprès de public voulant assister à la prochaine rencontre de l'équipe nationale au stade de Blida. Mais «la généralisation de cette mesure ne relève pas des prérogatives du ministère de la Santé», a-t-il précisé.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures 97 nouveaux contaminés et 7 décès

L'Algérie a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (6), portant à 5 984 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 97 cas, soit 12 cas de moins par rapport au bilan d'hier (109), pour atteindre, au total, 207 970 cas confirmés.

R. N.

Révision du système des subventions

L'Etat ne renoncera pas à son rôle social

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué que l'Algérie «ne renoncera pas à son rôle social» tout en s'employant à assurer le ciblage des véritables bénéficiaires des subventions. «Il y a un malentendu sur le passage des subventions généralisées aux subventions ciblées prévu dans le projet de loi de finances (PLF 2022)», a dit le Premier ministre qui répondait aux préoccupations des députés lors d'une séance plénière, conduite par le président de la chambre basse du Parlement, Brahim Boughali, en présence de membres du gouvernement, affirmant que «l'Etat ne renoncera pas à son rôle social». «Les subventions, dont la valeur s'élève à 17 milliards de dollars, ne profiteront plus aux indus bénéficiaires et autres intermédiaires qui ont saigné l'économie nationale en bénéficiant de ces transferts», a soutenu le Premier ministre. Et d'expliquer que «les fonds récupérés sur le surplus des subventions sociales de l'Etat, après le ciblage des véritables bénéficiaires, seront affectés à d'autres secteurs comme la Santé et l'Education et serviront à la revalorisation des salaires». «Nous définirons ensemble les mécanismes de mise en œuvre de l'article 187 relatif à la mise en place d'un dispositif national de compensation monétaire

re au profit des ménages qui y sont éligibles», a-t-il dit, relevant que ces mécanismes seront mis en place dans le cadre d'un «comité devant se charger de l'examen des modalités permettant de passer de la subvention généralisée au système de compensation monétaire au profit des véritables bénéficiaires».

Assurance chômage : près de 7 500 bénéficiaires annuellement

Plus de 190 000 personnes licenciées ont bénéficié de l'assurance chômage, soit près de 7 500 bénéficiaires par an depuis la création de ce dispositif social, a indiqué le Premier ministre. Il a expliqué que les bénéficiaires de cette indemnité sont les salariés licenciés de façon involontaire et pour raison économique, soit dans le cadre d'une compression d'effectif ou d'une cessation d'activité de l'employeur, et ce, conformément au décret n° 94-11. L'indemnité octroyée par la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) bénéficie d'une contribution de 1,5 % des cotisations de la Caisse des assurances sociales des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas). S'agissant de l'allocation chômage proposée dans le cadre du Projet de loi de

finances de l'exercice 2022 (PLF 2022), M. Benabderrahmane a fait savoir qu'elle sera destinée aux jeunes primo-demandeurs d'emploi, inscrits à l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et dont l'âge varie entre 19 et 40 ans. Quant à la différence entre cette allocation et le dispositif d'insertion sociale, il a précisé que ce dernier était destiné aux chômeurs âgés entre 18 et 60 ans qui bénéficient, dans un cadre contractuel, d'un salaire égal ou supérieur au Salaire national minimum garanti (SNMG). Selon l'article 189 du PLF 2022, «il est institué une allocation chômage au profit des chômeurs demandeurs d'emploi inscrits auprès des services de l'Agence nationale de l'emploi (Anem)».

Vers la révision des prix d'achat des céréales auprès des agriculteurs

Le ministre des Finances a fait état de l'examen par le gouvernement de la révision des prix d'achat des céréales auprès des agriculteurs, jugés «injustes» par rapport aux dépenses de l'Etat pour l'importation des céréales. M. Benabderrahmane a indiqué que «le prix d'achat actuel des céréales auprès des agriculteurs est injuste par rapport aux dépenses de l'Etat en matière d'importation». «Sur instruction du

président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le gouvernement a procédé à l'examen de la révision des prix de céréales en vigueur, une étude qui sera transmise au président de la République pour trancher», a souligné le Premier ministre.

Le bureau de l'APN examine les amendements

Le Bureau de l'APN a tenu, hier, une réunion présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, consacrée à l'examen des amendements proposés au Projet de loi de finances, a indiqué la Chambre basse du Parlement dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Lors de cette réunion, les membres du Bureau ont examiné 55 amendements proposés au texte du PLF 2022, a précisé le communiqué qui a indiqué que le Bureau a soumis 42 amendements remplissant les conditions légales à la Commission des finances et du budget de l'APN pour leur examen avec les délégués de leurs auteurs. Le Bureau de l'APN a examiné, en outre, les questions orales et écrites déposées à son niveau et décidé de soumettre certaines questions remplissant les conditions légales au gouvernement, a conclu le communiqué.

Meriem Benchaouia

Pluies

Inondations et embouteillages monstres à Alger

■ Comme à chaque journée pluvieuse, la capitale devient une immense piscine. Hier, les fortes pluies qui se sont abattues sur plusieurs wilayas du pays, notamment Alger, ont provoqué des inondations mais aussi d'énormes embouteillages sur de nombreux axes routiers.

Par Thinhinene Khouchi

Le scénario ne change pas. A chaque chute de pluie, les routes sont coupées et inondées. Hier, les automobilistes ont passé une rude journée sur les routes. A cause de la pluie, des embouteillages monstres ont été signalés au niveau de plusieurs axes routiers. Au niveau de la route reliant Bab El Oued à Chevalley, les automobilistes ont passé des heures à attendre avant de pouvoir en sortir. La situation était similaire à Beni Messous et Bouzaréah. En outre, les deux principaux axes routiers d'Alger, les rocadés nord et sud, n'ont pas été épargnés. De longues files de voitures se sont constituées et la circulation était par moments complètement bloquée. Selon des images et vidéos publiées sur les réseaux sociaux, notamment par la page spécialisée Info Traffic Algérie, tout le centre-ville de Birkhadem était submergé d'eau. Les conducteurs avaient du mal à circuler. Sur la route N°1 en allant vers Blida, la circulation était également difficile à cause des flaques d'eau sur l'autoroute, notamment au niveau de la nouvelle cité d'El Malha. Des perturbations ont aussi été signalées à Ain Benian, Ain Naadja, Oued Ouchayeh, Baba Hassan et d'autres quartiers de



la capitale où les routes étaient complètement inondées. Des mares d'eau se sont formées sur la route reliant Ben Aknoun et Ain Allah. Malheureusement, ces quantités de pluie tombées en quelques heures ont révélé la grande vulnérabilité des voies d'écoulement des eaux pluviales et des réseaux d'assainissement qui se sont avérés insuffisants pour les absorber. Dans un communiqué publié sur sa page

Facebook, la wilaya d'Alger avait indiqué que «les précipitations de ces derniers jours sont inhabituelles. Pour cause, la région d'Alger a reçu depuis octobre dernier plus de la moitié de sa moyenne annuelle de pluie». En outre, il est à noter que les désagréments des mauvaises conditions climatiques ne se sont pas limités à la perturbation du trafic routier seulement. Des accidents ont été signalés et des

glissements de terrain ont été enregistrés notamment au Frais Vallon, route menant à Chevalley. Certains établissements scolaires ont même libéré les étudiants. C'est le cas de l'Ecole supérieure des enseignants de Bouzaréah qui a décidé de libérer les étudiants, leur demandant de ne pas revenir vu l'ampleur des eaux et la fermeture des routes menant à l'école. T. K.

Les candidats aux élections locales poursuivent leur campagne

Priorité à la gestion économique de la commune

Les candidats aux élections locales du 27 novembre prochain mettent le développement des communes au plus haut de leurs priorités. Outre l'élargissement des prérogatives, les futurs édiles font des propositions et expriment le souhait de disposer d'instruments leur permettant de participer à l'essor économique de leurs municipalités. Le secrétaire général du FLN, Abou El Fadhl Bâadji, a plaidé, samedi à El Bayadh, pour un amendement de la loi communale et de wilaya et pour l'élargissement des prérogatives des élus locaux pour être des partenaires dans la gestion de l'investissement local et qu'ils puissent résoudre les problèmes quotidiens du citoyen. Il a mis l'accent aussi sur l'importance du rôle de l'élu local dans l'encouragement de l'investissement en respectant les spécificités de chaque région, la création de pôles agricoles, industriels et

de transformation, à l'instar de la wilaya d'El Bayadh, réputée pour sa vocation pastorale. De son côté, le président du parti «Sawt Echaâb», Lamine Osmani, lors d'un meeting samedi à Mostaganem, a appelé à initier un large débat sur le nouveau modèle de gestion des collectivités locales, qui doit, selon lui, «transformer la commune de l'état de consommateur à celui de producteur», tout en bénéficiant de ses capacités dans divers domaines et contribuer à l'économie locale et nationale. Le même intervenant a ajouté que ce modèle transformera la commune d'un organisme «d'intérêt public» en une «institution locale» générant des rendements économiques et des revenus pouvant être réinvestis dans la création d'emplois, l'amélioration des services fournis par les structures publiques et l'investissement productif. Pour sa part, le vice-président du MSP,

Abderrahmane Benfarhat, a appelé, depuis Tébessa, les citoyens à «bien choisir les futurs élus des prochaines APC et APW». «Il est impératif d'accorder une importance primordiale au choix des élus des prochaines Assemblées locales», ajoutant qu'«une forte participation aux prochaines élections et le bon choix des représentants du peuple constituent une responsabilité que les citoyens doivent assumer afin de garantir la prise en charge de leurs préoccupations et d'apporter des solutions appropriées à leurs problèmes pour booster le développement local et national».

La présidente du parti TAJ, Fatima Zohra Zerouati, a estimé, quant à elle, qu'«il est nécessaire de définir les spécificités de chaque région, ses exigences, ses problèmes et entraves touchant le développement, en vue d'élaborer des programmes pour assurer un développement

durable et global répondant aux aspirations du citoyen». Elle a également appelé à la nécessité d'adapter les programmes de développement aux aspirations et espoirs des citoyens, en vue de recouvrer sa confiance, lui redonner espoir et lui permettre d'édifier l'Algérie nouvelle, estimant que «la sécurité du pays sera renforcée par le développement durable». Par ailleurs, le secrétaire général du parti «El Karama», Mohamed Daoui, a estimé, samedi à Sidi Bel-Abbès, que le président d'une APC est tenu d'élaborer une étude pour valoriser des potentialités et atouts disponibles dans divers domaines afin de relancer la commune. Il a également appelé à octroyer toutes les prérogatives qui permettront à la commune de s'autogérer, insistant sur la nécessité de mobiliser toutes les ressources financières qui concernent la commune en vue de leur exploitation pour

LA QUESTION DU JOUR

Conférence de Glasgow : la COP26 sauve la COP21

Suite de la page une

Ce que veulent les écologistes, c'est bien plus : l'abandon à cet horizon par tous les pays de l'utilisation des énergies fossiles : pétrole, gaz et charbon, encore que leur attention se soit concentrée à Glasgow sur ce dernier, en effet le plus polluant de toutes, à ce titre le maillon faible. N'était la vigilance de l'Inde, la déclaration finale allait décréter la fin de l'emploi du charbon avant même qu'on n'en arrive à la neutralité carbone. C'est à sa délégation qu'on doit s'agissant du charbon, dont son pays est avec d'autres un gros consommateur, le changement de formulation dans le texte final, qui a vu le verbe "phase out", c'est-à-dire sortir progressivement mais sûrement de quelque chose, modifier en "phase down", qui lui peut se traduire par "diminuer" sans idée de disparition complète au bout du processus. Il n'y a qu'en anglais qu'un simple remplacement de particule dans un verbe puisse entraîner pour le sens un changement de grande portée. Le "phase down" n'exclut pas tout recours au charbon d'ici 2050, au contraire du "phase out". Or s'il y a tolérance au charbon, il y en aura forcément et de plus grande au pétrole et au gaz. Ce n'est pas un hasard si c'est l'Inde qui est montée au créneau pour défendre son droit à l'emploi du charbon pour les besoins pressants de son développement économique. C'est une des puissances économiques aujourd'hui les plus dynamiques au monde. Pas question pour elle de compromettre son développement en renonçant à brève échéance à l'emploi d'une énergie disponible, et encore largement irremplaçable. Pour elle, il y a pire que le réchauffement climatique, ce sont les effets dévastateurs sur elle en particulier découlant du ralentissement volontaire de son développement économique. Le charbon, le pétrole et le gaz bon marché ont nourri l'industrie en Occident. On peut en dire autant d'ailleurs des autres matières premières. Et voilà que le temps est venu pour les pays en développement de s'en passer, la planète étant arrivée au bout de ses moyens, à la limite de ce qu'elle peut donner et supporter.

M. H.

assurer un développement local et satisfaire les doléances du citoyen.

Aomar Fekrache

Ramtane Lamamra :

L'Algérie plaide pour la libération de l'Afrique du néocolonialisme

■ Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a mis l'accent, samedi, sur la nécessité de consentir davantage d'efforts pour libérer l'Afrique du néocolonialisme et trouver des solutions africaines aux problèmes africains au service des peuples de la région, réaffirmant la position constante de l'Algérie soutenant les causes justes des peuples.

Par Halim O.

Si exprimant à l'issue de son entretien avec son homologue de l'Afrique du Sud, M^{me} Naledi Pandor, M. Lamamra a indiqué que les relations entre l'Algérie et l'Afrique du Sud «sont marquées par la convergence de vue sur toutes les questions liant les deux pays», concernant la coopération et la solidarité.

Le ministre a souligné «l'engagement commun entre les deux pays à œuvrer pour les intérêts africains», relevant «la convergence des vues des deux pays

sur la démocratisation des relations internationales et du Conseil du sécurité et l'unité des deux pays dans la défense des causes justes, notamment celles de la Palestine et du Sahara occidental». L'Algérie et l'Afrique du Sud partagent des principes et des valeurs communes en faveur de l'Afrique et des actions de libération, mais également au service de la solidarité entre les peuples africains, a soutenu M. Lamamra, rappelant les propos du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes, lorsqu'il avait mis en avant la relation étroite liant l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Nigeria. Le Président Tebboune s'est engagé à maintenir vif ce groupe pour davantage de collaboration dans les domaines de l'économie et de la solidarité entre les trois pays et en faveur d'autres pays africains.

M. Lamamra s'est dit persuadé de la nécessité de déployer davantage d'efforts pour la libération de l'Afrique du néocolonialisme, et faire en sorte que l'Afrique s'offre ses propres solutions à ses problèmes, de manière à éviter toute éventuelle solution qui serait en défaveur des intérêts des peuples de la région.

Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a réitéré le soutien de l'Algérie aux frères libyens pour instaurer la stabilité et contribuer à la tenue des élections du 24 décembre, ajoutant que parmi les engagements internationaux figurent le soutien au processus de dialogue et l'appui au Comité militaire conjoint (5+5) pour apporter des solutions pratiques en vue de mettre en œuvre le principe de retrait des forces étrangères, des mercenaires et des combattants étrangers de la Libye. Dans ce contexte, il a sou-



ligné que l'Algérie s'engageait à faire en sorte que les conditions qui contribueraient au succès des élections soient réunies.

Vendredi, le ministre sud-africain des Relations internationales et de la Coopération, Naledi Pandor, a entamé une visite officielle de trois jours en Algérie.

Ministre sud-africaine des AE : le principe de liberté doit être consacré pour tous les peuples africains

La ministre des Relations internationales et de la Coopération de l'Afrique du Sud, M^{me} Naledi Pandor, a affirmé, samedi, que l'Algérie et l'Afrique du Sud connaissent «bien» le sens de la liberté, ajoutant que ce principe «doit être consacré pour tous les peuples africains (...), y compris le peuple du Sahara occidental».

Dans une déclaration à la presse après avoir été reçue par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence, M^{me} Pandor a indiqué que «l'Algérie et l'Afrique du Sud peuvent jouer des rôles importants sur le continent afri-

caïn, vu leur lutte contre l'occupation et leur histoire commune. Ils connaissent très bien le sens de la liberté (...) dont nous jouissons aujourd'hui et que nous devons transmettre à tous les peuples africains». «Nous soutenons la liberté et l'autodétermination aux peuples palestiniens et sahraoui, et devons œuvrer au sein de l'Union africaine à leur concrétisation en faveur de tous les peuples africains», a-t-elle soutenu.

Après avoir rappelé que sa visite était la première d'un ministre sud-africain en Algérie depuis l'élection du Président Tebboune en 2019, M^{me} Pandor a fait savoir que «les deux pays entretiennent de solides relations d'amitié et de coopération», révélant avoir convenu avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, de «renforcer et de consolider davantage ces relations dans tous les domaines, notamment politique et économique».

«Entre l'Algérie et l'Afrique du Sud (...), il existe des relations fortes fondées sur ces principes consacrés par le Président Nelson Mandela et tous les présidents algériens. Nous travaillerons à poursuivre cette voie pour

ancrer les liens d'amitié qui nous unissent à l'Algérie et qui doivent mener à des relations économiques, politiques et de développement en Afrique», souligne M^{me} Pandor.

Par ailleurs, le ministre sud-africain a déclaré que la réunion avait porté sur la situation en Libye, soulignant que «nous refusons et rejetons la destruction et la dévastation prévalant en Libye en raison des convoitises étrangères qui en ont fait un foyer de conflit». «C'est pourquoi, l'Algérie et l'Afrique du Sud travaillent pour aider les pays africains à trouver des solutions pacifiques à leurs conflits, des solutions interafricaines». «Le temps est venu pour les pays africains de compter sur eux-mêmes, de lutter et de résister pour eux-mêmes», insiste M^{me} Pandor. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont convenu de «l'importance d'établir un partenariat et une action durable entre les jeunes Africains afin de réaliser l'unité africaine et la solidarité entre ses peuples, à laquelle avaient œuvré les dirigeants africains auparavant», ajoute le ministre, qui a appelé la nouvelle génération à «poursuivre ce chemin en vue d'une unité africaine et d'une véritable solidarité».

H. O.

Pour développer leurs capacités opérationnelles

Protection civile : stages de formation au profit d'équipes spécialisées

Des stages de formation au profit des équipes spécialisées de la Protection civile afin de «développer leurs performances et améliorer leurs capacités opérationnelles face aux différents dangers et difficultés» sont organisés du 14 au 20 novembre 2021, indique, hier, un communiqué de la Protection civile. «Dans le cadre de la formation au maintien

des acquis des équipes spécialisées de la Protection civile, les services de la Direction générale de la Protection civile, par le biais de la structure des missions spécifiques, organise du 14 novembre 2021 au 20 du même mois, des stages de formation au profit des équipes spécialisées de 363 éléments, dont 167 plongeurs représentant 37 wilayas et l'Unité nationale d'instruction et

d'intervention pour la plongée en milieu marin et la plongée continentale au niveau des wilayas d'Alger, El Tarf, Tlemcen et Tipaza», précise la même source. Cette formation concerne «99 éléments du GRIMP dans les wilayas de Bouira et Médéa ainsi que 96 éléments de la Brigade cynotechnique au niveau de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention», ajoute le commu-

niqué. Le but escompté à travers ces stages consiste à développer «les performances et améliorer les capacités opérationnelles des participants en matière d'interventions face aux différents dangers et difficultés rencontrés lors des interventions», souligne la même source, ajoutant que ces stages de formation permettront aussi d'augmenter le nombre des effectifs.

Ali N.

Défense/Coopération Un détachement de navires de guerre de la marine russe accoste au port d'Alger

Un détachement de navires de guerre de la marine russe a accosté vendredi au port d'Alger, pour participer à l'exercice international «Exercice Naval Interarmées - 2021» avec des navires de la marine algérienne, afin de promouvoir des actions conjointes des forces maritimes algéro-russes, a indiqué, samedi, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la concrétisation de la coopération militaire algéro-russe au titre de l'exercice 2021, un détachement de navires de la flotte de la mer Noire, composé de la frégate de l'Amiral Grigorovitch», du patrouilleur «Dmitri Rogatchev» et du bateau de sauvetage «SB-742», est arrivé, vendredi 12 novembre 2021, au port d'Alger pour participer à l'exercice international «Exercice Naval Interarmées - 2021» avec des navires de la marine algérienne», précise la même source. L'exercice se poursuivra jusqu'au 20 novembre prochain, note le communiqué, précisant que les équipages de navires russes et algériens mèneront des exercices de communication, des séances opération conjointes, une formation des équipes d'inspection, un exercice de démonstration sur le contrôle des dommages, l'objectif étant d'échanger les expériences et de consolider la coordination commune. La délégation russe a été reçue par le commandant de la façade maritime centre, le général Noureddine Kaïd, avant de donner le coup d'envoi officiel de l'exercice maritime conjoint, conclut la même source.

R. N.

Importations alimentaires

Niveau record des dépenses mondiales

■ La nouvelle édition des Perspectives de l'alimentation de la FAO se penche sur les facteurs de la hausse des prix des produits alimentaires, du fret et des intrants agricoles.



Par Samia Y.

Les échanges mondiaux de produits alimentaires se sont accélérés et sont sur le point d'atteindre leur plus haut niveau jamais enregistré tant en volume qu'en valeur, selon un nouveau rapport publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le commerce mondial de produits alimentaires a fait preuve d'une «remarquable résilience face aux perturbations, tout au long de la pandémie de Covid-19, mais la hausse rapide des prix des pro-

duits alimentaires et de l'énergie pose d'importantes difficultés aux pays et aux consommateurs les plus pauvres, qui dépendent une part importante de leurs revenus dans ces produits de première nécessité», indique la FAO dans ses nouvelles Perspectives de l'alimentation. Selon la FAO, les dépenses mondiales d'importations alimentaires devraient atteindre en 2021 leur plus haut niveau jamais enregistré, à savoir plus de 1 750 milliards d'USD, soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente et 12 % de plus que ce qui était prévu en juin 2021. Cette aug-

mentation s'explique par la hausse des prix des denrées alimentaires échangées dans le monde et par le triplement des coûts du fret. Les régions en développement représentent 40 % du total des dépenses globales d'importations alimentaires, lesquelles devraient s'accroître de 20 % dans ces régions par rapport à 2020. Une croissance encore plus importante est attendue dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier, en raison de la hausse des prix, plus que de l'accroissement des volumes importés. Ces zones susmentionnées font face à une nette progression

des prix des aliments de base, notamment les céréales, les graisses animales, les huiles végétales et les graines oléagineuses, tandis que ce sont les aliments à valeur élevée, notamment les fruits et légumes, les produits de la pêche et les boissons, qui sont les principaux responsables des hausses enregistrées dans les régions développées. La publication semestrielle sur les Perspectives de l'alimentation présente les analyses de la FAO sur les tendances en matière d'offre et de demande dans les marchés des principales denrées alimentaires de la planète, dont les céréales, les huiles végétales, le sucre, la viande, les produits laitiers et le poisson. Elle se penche également sur les tendances des marchés à terme et des coûts d'acheminement des produits alimentaires. Les perspectives concernant la production mondiale des principales céréales restent solides, car des récoltes records de maïs et de riz sont attendues en 2021, mais l'utilisation de céréales pour la consommation humaine et l'alimentation animale devrait croître plus rapidement. Après un bilan serré en 2020-2021, les premières prévisions concernant la campagne 2021-2022 indiquent une certaine amélioration de la situation en ce qui concerne l'offre globale de graines oléagineuses et de leurs produits dérivés, mais leurs stocks respectifs en fin de campagne pourraient rester en dessous de la moyenne. La production mondiale de sucre en 2021-2022 devrait

rebondir après trois années de contraction, mais elle devrait rester en deçà de la consommation mondiale. On prévoit un léger recul des échanges mondiaux de sucre, en raison de la faiblesse des disponibilités dans les principaux pays exportateurs et de la hausse des prix. Un accroissement de la production mondiale de viande est attendu en 2021, principalement sous l'effet d'un rebond rapide de la production en Chine, en particulier de la viande porcine. Une expansion notable de la production, due à la demande, est prévue dans toutes les principales régions de production, à l'exception de l'Océanie. Un ralentissement de la croissance des échanges mondiaux de viande est possible, compte tenu de la baisse des importations prévue dans les premières régions importatrices, en particulier l'Asie et l'Europe. Quant au lait, sa production mondiale devrait progresser en 2021, car on envisage des hausses dans toutes les principales régions productrices, en premier lieu en Asie et en Amérique du Nord. Les échanges mondiaux de produits laitiers devraient également croître, compte tenu de la reprise économique actuelle qui fait suite aux perturbations que le Covid-19 a provoquées sur les marchés. Toutefois, ces derniers mois, le taux de croissance des importations a fléchi, en raison de la hausse de la production intérieure et de la faiblesse de la demande des consommateurs.

S. Y.

«Huawei ICT Compétition» 2021-2022

Huawei Algérie lance officiellement la troisième édition

Huawei Algérie a annoncé, hier, le lancement officiel de la troisième édition «Huawei ICT Compétition», 2021-2022, en faveur des étudiants algériens, issus de plus de 32 universités et instituts de l'Enseignement supérieur, afin de «contribuer au développement de l'écosystème de talents en TIC et faire face aux impératifs de la transformation digitale».

Huawei Algérie a invité, dans un communiqué, les étudiants intéressés à s'ins-

crire à cette compétition mondiale organisée en trois étapes : «Une première étape nationale, une seconde étape régionale (Afrique du Nord, avec 29 pays) et une dernière étape qui se déroule en Chine».

L'entreprise, spécialisée en technologies de l'information et de la communication, précise que la grande finale nationale d'Algérie est prévue pour la fin du mois de novembre en cours, relevant que la compétition a déjà suscité un «fort

engouement» de la part des étudiants souscripteurs à la compétition nationale. «Huawei ICT Competition s'inscrit pleinement dans la perspective de l'entreprise de promouvoir les compétences locales en matière de TIC, et ce, au service de développement des talents en Algérie», souligne Huawei Algérie qui affirme porter une «attention particulière au transfert des connaissances et compétences en TIC en faveur des étudiants et talents algériens».

Huawei a coopéré, dans le cadre de son programme «Huawei ICT Academy» avec «plus de 900 universités à travers le monde et en faveur de plus de 45 000 étudiants par an», ajoute le communiqué.

L'entreprise rappelle que durant les éditions de 2019 et 2020 de «Huawei ICT Compétition», trois équipes algériennes composées de 3 étudiants ont eu la première place parmi les 61 équipes participantes venant de près de 100 pays.

Farid M.

Union européenne

L'économie va mieux mais des ombres se font menaçantes

Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, la croissance devrait bondir à 5 % dans l'UE. Mais des «vents contraires» s'annoncent du côté des prix. Jusqu'ici, tout va mieux, mais les «vents contraires» se font aussi plus menaçants. Telle est, en substance, l'analyse que fait la Commission européenne de la situation économique actuelle et qu'elle livre dans ses dernières prévisions. Tout va mieux, c'est indéniable. La reprise, après la pandémie de Covid-19 qui a plongé le monde dans une

récession sans précédent, est plus forte que prévu. Le produit intérieur brut (PIB) devrait bondir de 5 % en 2021 et de 4,3 % en 2022, au sein de l'Union européenne comme de la zone euro. Pour 2023, la croissance devrait atteindre 2,5 % dans le premier cas et 2,4 % dans le second. Avec la levée des mesures de restriction, les consommateurs ont puisé dans les économies qu'ils avaient accumulées au fil des confinements et largement alimenté la croissance. Les entreprises, qui ont bénéficié d'un large soutien des pouvoirs

publics, ont résisté. Dans ce contexte, dès cet été, l'économie européenne a renoué avec son niveau d'avant la crise. Cette embellie est partie pour durer, prévoient les économistes de la Commission. Les consommateurs devraient en effet continuer à dépenser, le plan de relance européen de 750 milliards d'euros, dont les fonds ont commencé à arriver dans les caisses des Vingt-Sept, devrait faire sentir ses effets, tandis que le recul du chômage viendra nourrir cette croissance, largement portée par la demande intérieure.

D'ailleurs, au deuxième trimestre, l'Europe a créé 1,5 million d'emplois. Et au sein de la zone euro, le taux de chômage devrait baisser de 7,9 % cette année à 7,5 % en 2022 et 7,3 % en 2023, selon la Commission. «Les perspectives de croissance de l'économie européenne sont extraordinaires, elles ne se représenteront pas de sitôt, peut-être jamais pour ma génération», a commenté Paolo Gentiloni, le commissaire à l'économie. Avant d'ajouter : «Donc c'est maintenant ou jamais pour les réformes». La politique accommodante de la Banque

centrale européenne (BCE) et la mise en place par tous les gouvernements de mesures de soutien ont permis d'éviter que soient détruits des pans entiers de l'économie européenne. Le plan de relance européen de 750 milliards d'euros et le maintien de politiques budgétaires expansives doivent désormais permettre aux Vingt-Sept de «changer leur économie», ajoute l'ancien Premier ministre italien, et de la mettre sur les rails d'une croissance supérieure à ce à quoi ils pouvaient prétendre avant la pandémie.

R. E.

Saïda

Distribution prévue de plus de 2 100 logements publics locatifs

Plus de 2 100 logements publics locatifs seront attribués dans la wilaya de Saïda au début de l'année prochaine, a-t-on appris des services de la wilaya.

L'opération porte sur plus de 800 logements à Saïda, 190 à Sidi Boubekeur, 140 à Sidi Ameur, 206 à Ouled Brahim, 264 logements à Ain Lahdjar, 150 à Youb, 130 à Hassassna, 80 unités à Ain Skhoua, 60 à Moulay Larbi, 48 à Tercine, 40 à Ain Zerga (commune d Ouled Khaled). Toutes les commissions de daïra ont été chargées d'élaborer et préparer des listes des futurs bénéficiaires de ce quota.

Les travaux d'aménagement externe sont en cours dans différents sites qui abritent ces nouvelles cités d'habitat en les raccordant aux différents réseaux d'AEP, de l'assainissement, de gaz et en procédant à la mise en place de l'éclairage public de la technique LED.

L'opération de remise des clés de 1 384 logements publics locatifs s'est déroulée la semaine dernière dans la wilaya. Depuis l'année dernière à ce jour, quelque 5 000 logements publics locatifs ont été distribués selon la direction locale de l'Opgi Saïda. La wilaya recense un programme d'habitat public locatif estimé à 15 236 unités, dont 12 524 en cours de réalisation et 2 712 unités en cours de lancement, rappelle-t-on.

R. R.

Constantine

Lancement prochain de journées de vulgarisation sur la culture du colza

■ Des journées de vulgarisation sur l'itinéraire technique de la culture du colza seront lancées prochainement au profit des agriculteurs adhérents au programme de culture de cet oléagineux dans la wilaya de Constantine.

Par Lyes B.

Ces journées de vulgarisation visent à conforter l'expérience de la culture du colza à Constantine dans sa deuxième année, a précisé la même source, soulignant que l'activité sera entamée depuis une exploitation privée dans la commune de Didouche Mourad avant de passer à une autre exploitation privée au douar Zanatia dans la commune d'Ain Abid et les sièges des subdivisions agricoles des communes de Zighoud Youcef et El Khroub entre autres.

Initiées par les services locaux de l'agriculture, la Chambre de l'agriculture et l'institut technique des grandes cultures (ITGC) d'El Khroub, ces journées de vulgarisation, au nombre de sept, seront programmées d'ici la fin du mois en cours, a-t-on encore ajouté.

Une équipe technique procédera à la remise des fiches techniques aux agriculteurs avant de les accompagner sur le terrain, depuis l'étape de préparation du champ jusqu'à la saison des récoltes, a-t-on détaillé de même source, rappelant que le colza est considéré parmi les cultures stratégiques sur lesquelles s'appuie le ministère de l'Agriculture et du développement rural, dans son plan d'action 2020-2024, afin de contribuer au développement de l'économie nationale.

Pour la saison agricole en



cours (2020-2021), la wilaya de Constantine a réservé 1 500 ha pour la culture du colza, dont la période de semis s'étale jusqu'à la fin du mois en cours, ont souligné les services agricoles, assurant que tous les moyens, semences et engrais notamment, sont disponibles.

Aussi, neuf demandes de crédits «Rfig», destinées au soutien de l'investissement dans le secteur de l'Agriculture au profit de la filière du colza, ont été validées par la Banque de l'agricul-

ture et du développement rural (BADR) pour la saison agricole en cours. La première saison agricole de culture du colza (2020-2021) dans la wilaya de Constantine avait ciblé une superficie de 853 ha, exploitée par 58 agriculteurs à travers huit fermes pilotes, rappelle-t-on.

Lors de l'évaluation de cette première expérience de la culture du colza, des agriculteurs avaient relevé la nécessité de fournir les engrais et les semences «à temps» pour profi-

ter des pluies d'automne, indiquant que le stress hydrique qu'avait connu la wilaya de Constantine et le retard enregistré dans le lancement de la phase du semis s'est répercuté «négativement» sur la production de colza.

Le colza est une plante produisant de l'huile, dont la culture a été lancée avec l'objectif de contribuer à réduire la facture des importations des huiles et des fourrages.

L. B.

Ghardaïa et El-Menea

Sensibilisation aux dangers de l'utilisation des appareils à gaz

Une action de sensibilisation du grand public aux dangers des installations intérieures de gaz et l'utilisation d'appareils non conformes a été lancée hier dans les différentes localités des wilayas d'El-Menea et Ghardaïa par la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sadeg).

Initiée avec la collaboration de la Protection civile, des secteurs de l'Education, du Commerce et des Affaires religieuses, la radio locale de Ghardaïa et la société civile, sous le thème «pour un hiver chaud sécurisé», cette action de sensibilisation du grand public, qui s'étale jusqu'au mois de mars prochain, a pour

objectif d'explicitier les conditions d'installation et de raccordement au gaz à l'intérieur des habitations et utilisation des appareils normalisés pour éviter les accidents domestiques mortels liés aux fuites et à l'inhalation de gaz.

Pour les responsables de la Sadeg, «les installations de gaz ne peuvent être mises en service que si elles ne compromettent pas la sécurité des personnes et des biens, ces installations doivent être obligatoirement contrôlées et vérifiées sur leur niveau de sécurité par des spécialistes homologués par la Sadeg afin de préserver les utilisateurs de ces installations».

Plusieurs actions sont prévues, telle la distribution de livrets ludiques aux élèves et aux établissements scolaires dans lesquels sont pointés, photos aidant, toutes les anomalies à l'origine d'un déclenchement d'un accident pouvant entraîner l'inhalation de gaz, l'incendie, l'explosion et des brûlures, a indiqué le chargé de communication de Sadeg-Ghardaïa, Yahia Abbas.

Cette action de sensibilisation ciblera, outre les collégiens et lycéens, en tant qu'intermédiaires sociaux dans la propagation de consignes nécessaires sur le bon usage du gaz naturel ou butane, les fidèles dans les mosquées et les citoyens

par l'organisation de rencontres de vulgarisation de proximité, la distribution de dépliants portant sur des informations et les précautions à prendre contre le mauvais usage du gaz et des équipements électroménagers contrefaits, a-t-il précisé.

Selon la Protection civile, une quarantaine de personnes ont été victimes d'inhalation de gaz de monoxyde de carbone (gaz toxique issu d'une combustion) dans les deux wilayas durant l'année 2020 et une trentaine de victime dont une personne a succombé à cette intoxication par le gaz durant les dix mois de l'année en cours 2021.

Samy Y.

Bordj Bou-Arréridj

Récupération de 28 ha de foncier destiné à l'investissement

Au total, 28 ha du foncier destiné à l'investissement dans des zones industrielles et d'activités ont été récupérés à travers la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, a indiqué le wali, Mohamed Benmalek. L'opération d'assainissement du foncier industriel par la commission de wilaya de promotion de l'investis-

sement et d'accompagnement des investisseurs a permis de récupérer 28 ha, inexploités par des «investisseurs fantômes», qui n'ont pas lancé leurs projets dans les délais et épuisement des voies de régularisation accordées, a affirmé le wali. La surface ainsi récupérée servira à accueillir des projets de dévelop-

pement générateurs d'emplois, a souligné le chef de l'exécutif local, disant : «Nous œuvrerons à récupérer tout le foncier industriel inexploité et à aplanir les entraves freinant l'investissement, de même que nous assurerons un accompagnement continu aux porteurs de projets générateurs de richesse et d'emplois contri-

buant au développement local». M. Benmalek a également affirmé que le foncier disponible à travers les zones industrielles et d'activités de la wilaya sera mis à la disposition des investisseurs sérieux, tandis que le foncier en dehors de ces zones sera réservé aux projets d'équipements publics et de logements. Les ser-

vices de la wilaya poursuivront l'opération d'assainissement du foncier en effectuant des visites de terrain à toutes les zones d'activités et industrielles pour s'enquérir du respect des bénéficiaires de leurs engagements visant à lancer des projets, a affirmé le même responsable.

A. Y.

Expo 2020 de Dubaï

Le pavillon algérien attire un nombreux public

■ Le pavillon algérien à l'Expo 2020 de Dubaï a attiré un grand public depuis le début de cette manifestation. Lors de cet événement, les participants algériens proposent aux visiteurs un voyage plein de couleurs où la richesse du patrimoine national, la diversité de la culture ancestrale, la créativité de nos jeunes et leurs espérances sont présentes.



Par Abla selles

D'abord, il y a la conception extérieure du pavillon très attirante, inspirée de la vieille Casbah d'Alger, classée par l'Unesco patrimoine mondial. L'entrée du pavillon commence par un grand hall

«Wast Eddar», entouré de portes sculptées et surmontées de balcons distingués par des piliers en bois comme dans les maisons de nos ancêtres. A gauche de la cour, le visiteur trouvera une galerie ornée par d'autres éléments artistiques de l'ancienne architecture de la capitale, tels les arcs et les colonnes mau-

resques. Cet espace ouvert a été choisi pour être le premier lieu de rencontre pour le visiteur qui se rend dans le pavillon algérien, de manière à mettre en avant l'ouverture de l'Algérie sur l'autre, surtout que Dubaï Expo 2020 a fait du vivre ensemble son principal slogan. «L'Algérien a une disposition innée de nouer

des relations avec l'autre. Plus encore, il se caractérise par une relation poétique, particulièrement évidente à travers ses manifestations uniques de générosité», a expliqué, dans ce sens, le commissaire du pavillon algérien à l'Expo, Mokhtar Attar. Une fois dans le pavillon, le visiteur se lance dans une expérience de voyage unique dans laquelle il se déplace selon un chemin ascendant à travers plusieurs stations qui montrent la profondeur culturelle de l'Algérie et ses aspirations futures. La première de ces stations étant le site archéologique préhistorique d'Ain Boucherit (Sétif), lui-même «la réponse la plus éloquente aux sceptiques de l'histoire du pays et de son peuple», a affirmé le commissaire du pavillon algérien. Etant donné qu'il se trouve dans la zone d'exposition «mobilité», qui est un des trois principaux sous-thèmes de l'Expo 2020 Dubaï (en plus de l'opportunité et de la durabilité), le pavillon algérien a choisi de focaliser sur «le périple», en se déplaçant de Tamanrasset au nord algérien, à travers la route transsaharienne.

La visite se poursuit pour arriver à In Salah qui représente le

périple de l'énergie renouvelable, ensuite la ville de Ghardaïa qui représente le périple de l'eau, puis la ville de Boughezoul où sera érigée, à l'horizon 2030, une ville intelligente, pour arriver enfin à Alger.

Le périple s'achève dans la salle de projection par la présentation d'un film qui explique les potentialités touristiques, culturelles et de développement de l'Algérie. Ce film montre les aspects de la beauté et de la diversité de l'Algérie et la ferme conviction des Algériens en un avenir meilleur et en la capacité de leur pays à contribuer au développement dans le monde. Dans ce contexte, M. Attar dira que «ce périple représente une expression claire de la confiance de l'Algérien en soi, sa fierté de son histoire, car au moment où il tend à préserver son legs civilisationnel, vous le trouvez aussi ouvert sur la modernité».

A. S.

Agend'Art

Salle Ibn Khaldoun et salle de cinéma Sahel Chéraga Jusqu'au 17 novembre :

Après la décision de réduire le protocole sanitaire, l'établissement Arts et Culture de la wilaya D'Alger, en partenariat avec MDCin, ont le plaisir d'annoncer au grand public le lancement de film d'animation «Ron débloqué». L'histoire est celle de Barney, un élève socialement maladroit, qui reçoit un robot du nom de Ron. Un appareil connecté qui marche, qui parle et qui est censé devenir son meilleur ami. Le garçon est excité à l'idée

d'avoir son propre robot, jusqu'à ce que celui-ci rencontre des difficultés techniques, le mettant dans la mire d'un directeur douteux voulant à tout prix protéger les actions de sa compagnie.

Institut français d'Alger 24 novembre de 18h00 à 20h00 : Projection du film de Sébastien Lifshitz (documentaire, France, 135', 2020). Il s'agit d'un documentaire qui a été récompensé au César 2021 du prix du meilleur documentaire. Pour y assister il vous suffit de faire une réservation sur : ado@if-algerie.com.

Cinéma Cosmos 4 décembre 2021 :

Le ciné-club Varda Film Club, Oum El Founoune, vous invite à la trente-cinquième séance de projection. Il s'agit du film «All Eyez on Me», réalisé par Benny Boom. Le prix d'entrée est fixé à 400 DA.

Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA)

Une rencontre de sensibilisation organisée à Ouargla

Les prestations offertes par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) au profit des acteurs culturels ont été au centre d'une rencontre-débat organisée samedi à Ouargla, dans le cadre d'une caravane nationale.

L'initiative a pour objectifs de vulgariser les droits des acteurs culturels activant dans les différents domaines et leur permettre ainsi de mieux comprendre les étapes pour adhérer à l'ONDA, a affirmé, dans son allocution, le représentant du ministère de la Culture et des Arts, Mustapha

Safrani.

L'affiliation à l'ONDA assure à ses adhérents plusieurs avantages, la protection de leurs œuvres et l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles notamment, a-t-il ajouté.

La wilaya de Ouargla a bénéficié, depuis 2018, de l'ouverture d'une antenne de l'ONDA à vocation régionale, dans le cadre des efforts du secteur visant à rapprocher les artistes issus du sud du pays de cet organisme, et leur permettre d'adhérer et d'obtenir la carte de membre, a expliqué de son côté

le directeur local du secteur, Moukhtar Ghermida.

Lors de cette rencontre-débat qu'a abritée la bibliothèque principale de la lecture publique «Mohamed-Tidjani», de nombreux acteurs culturels locaux, artistes, écrivains, créateurs et auteurs, ont soulevé leurs doléances liées, entre autres, aux «obstacles bureaucratiques» concernant notamment le dépôt du dossier d'adhésion, la prise en charge sociale et médicale des artistes, en plus de la protection de leurs œuvres.

Les contraintes relatives à

l'obtention d'une carte d'artiste et des difficultés financières de la communauté artistique ont été d'autres préoccupations soulevées par ces intervenants, lors de cette rencontre-débat qui a été sanctionnée par des recommandations et des propositions.

Cette caravane nationale de l'ONDA, qui sillonnera plusieurs wilayas du pays, se déroule sous forme de rencontres-débats animées par des cadres du ministère de la Culture et des Arts et des représentants de l'Office, selon les organisateurs.

F. H.

Romancier sud-africain mondialement connu

Le romancier sud-africain Wilbur Smith est mort

C'était un homme connu partout sur la planète. L'écrivain sud-africain Wilbur Smith, auteur de nombreux romans d'aventures traduits dans le monde entier, est décédé samedi au Cap, à l'âge de 88 ans, a annoncé son éditeur.

«L'auteur de best-sellers mondiaux Wilbur Smith est mort de façon inattendue cet après-midi dans sa maison du Cap, après une matinée de lecture et d'écrit-

ture, avec sa femme Niso à ses côtés», indique un communiqué publié sur le site de Wilbur Smith Books. Wilbur Smith était l'auteur de 49 romans traduits dans une trentaine de langues, et qui se sont vendus au total à 140 millions d'exemplaires, selon l'éditeur.

Né le 9 janvier 1933 en Rhodésie du Nord, l'actuelle Zambie, de parents britanniques, Wilbur Smith avait connu la célébrité dès son premier roman,

«Quand le lion a faim» («When the Lion Feeds»), publié en 1964. Son plus grand succès aura été la monumentale «Saga des Courtney», une suite de treize romans racontant la destinée d'une famille sur plus de trois siècles, depuis le début de la colonisation de l'Afrique par les Européens jusqu'à l'apartheid en Afrique du Sud.

Wilbur Smith «a transporté ses lecteurs dans des mines d'or en Afrique du Sud, chez les

pirates dans l'océan Indien, vers des trésors enfouis dans des îles tropicales, dans des conflits en Arabie et à Khartoum, l'Égypte ancienne, dans l'Allemagne de la Seconde Guerre mondiale, Paris, l'Inde, les Amériques et l'Antarctique. Il leur a fait rencontrer des marchands de diamants et d'esclaves impitoyables, et des chasseurs de gros gibier dans les jungles et la brousse», écrit l'éditeur dans le communiqué.

L. B.



Soudan

Le chef d'Al-Jazeera arrêté, six manifestants anti-putsch tués

■ Les forces de sécurité ont arrêté, hier, le chef de bureau de la chaîne qatarie Al-Jazeera à Khartoum, renforçant la pression sur les médias au lendemain de la mort de six manifestants, lors d'une des journées les plus sanglantes depuis le putsch militaire.

Par Mourad M.

Après la détention de centaines de militants, opposants et manifestants hostiles au coup d'État mené le 25 octobre par le général Abdel Fattah al-Burhane, les autorités «ont perquisitionné la maison du chef de bureau d'Al-Jazeera, Al-Moussalami al-Kabbachi, un Soudanais, et l'ont arrêté», selon la télévision satellitaire.

Le Soudan est entré dans une

période de turbulence le 25 octobre quand le général Burhane, le chef de l'armée et auteur du coup d'État, a fait arrêter la plupart des civils avec lesquels il partageait le pouvoir, dissolvant les institutions du pays dont la plus importante – le Conseil de souveraineté – et décrétant l'état d'urgence.

Depuis, Al-Jazeera a couvert et diffusé en direct les manifestations hostiles au putsch et interviewé il y a moins d'une semaine le général Burhane qui n'a accor-

dé que deux entretiens depuis son coup de force.

Avant l'arrestation de M. Kabbachi dont les causes demeurent inconnues, de nombreux journalistes des médias officiels ont, dans le sillage du putsch, été remplacés et interdits de revenir à leur poste.

Samedi, les partisans d'un pouvoir civil sont parvenus à rassembler à travers le pays des dizaines de milliers de personnes contre le coup d'État, malgré un déploiement militaire impressionnant et une coupure d'internet persistante.

Selon un dernier bilan du syndicat de médecins pro-démocratie, six manifestants ont été tués dans les défilés à Khartoum, dont un adolescent de 15 ans et jeune de 18 ans, al-Cheikh Yasser Ali. Son oncle, Zaher Ali, a assisté à l'autopsie. «Il a reçu une balle qui lui a perforé le cœur et les poumons. C'était horrible, j'ai failli m'évanouir à la morgue», a-t-il raconté à l'AFP à Omdourman, banlieue nord-est de Khartoum.

Depuis le 25 octobre, 21 manifestants ont été tués et des centaines blessés dans la répression, d'après le syndicat.

La police a nié avoir ouvert le feu sur les manifestants et fait état de blessés dans ses rangs.

L'ambassade des États-Unis a condamné un usage «excessif de la force». Et Vicky Ford, chargée de l'Afrique par la diplomatie britannique, a estimé que «les



PH. > D. R.

Soudanais doivent pouvoir exprimer leurs opinions», appelant l'armée à «écouter le nombre énorme réclamant le retour à la transition démocratique».

Dès vendredi, l'ONU et plusieurs ambassadeurs occidentaux avaient appelé les forces de sécurité à la retenue dans un pays où plus de 250 manifestants ont été tués lors de la révolte populaire qui poussa l'armée à écarter en avril 2019 le dictateur Omar el-Béchir. Mais la répression sanglante n'a pas entamé la détermination du front anti-putsch. Les Forces de la liberté et du changement (FLC), bloc civil né de la révolte anti-Béchir, ont appelé à une nouvelle manifestation mercredi.

«Notre route vers un État civil et démocratique ne s'arrête pas là», a affirmé dans un communiqué le bloc, dont plusieurs diri-

geants ont été arrêtés depuis le putsch. «Pas de négociation avec les putschistes, c'est le peuple qui décide», a affirmé l'un des leaders des FLC, Hamza Baloul, ministre de l'Information arrêté le 25 octobre puis relâché, qui a manifesté samedi, selon une vidéo en ligne. Faisant fi des condamnations internationales, le général Burhane a rétabli, sous sa direction, le Conseil de souveraineté en y nommant des militaires et des civils apolitiques en remplacement de ceux qu'il avait déposés ou arrêtés.

Lui et son second, le général Mohammed Hamdane Daglo, chef des RSF accusé d'exactions, ont promis «des élections libres et transparentes» à l'état 2023.

Des promesses loin d'avoir apaisé l'opposition.

M. M.



Commentaire

Désaccords

Par Fouzia Mahmoudi

Si en France la classe politique continue d'attaquer l'extrême-droite comme un courant politique marginal, les sondages continuent, eux, à démontrer qu'au contraire avec Eric Zemmour et Marine Le Pen elle constitue près de 35 % de l'électorat. Loin d'être marginale elle aurait même ainsi la capacité en cas d'union de l'emporter largement au premier tour, Emmanuel Macron, lui, se situant autour des 24 % d'intentions de vote dans les études d'opinions. Sur le plateau du Grand Rendez-vous Europe 1-CNews-Les Échos, l'ex-députée Marion Maréchal a plaidé pour ne pas avoir à choisir entre les deux et que la campagne permette de créer une «candidature unique derrière le mieux placé». «Je pense que l'efficacité doit conduire cette candidature unique», a ainsi déclaré la directrice de l'Issep Lyon. «La campagne va être une bonne manière de départager les uns et les autres puisque, dans les semaines à venir, on va bien voir si la dynamique s'installe ou non», a-t-elle poursuivi, rappelant sa qualité d'«observatrice de tout cela». Pour œuvrer à cette entente, l'ancienne élue du Vaucluse s'est donc appliquée à souligner les points de convergence entre Marine Le Pen et le polémiste. D'abord sur leur entente autour de «la question identitaire». Si les deux protagonistes ont des «nuances», ils semblent s'accorder pour dire que c'est une «question essentielle». Ensuite, sur la notion de «grand remplacement», souvent employée par Eric Zemmour. «Je ne crois pas qu'il y ait un désaccord de fond sur le constat (...), je pense qu'il y a une différence sur la manière de verbaliser. (...) Sur le fond, je pense que la menace migratoire est admise par les deux», a défendu Marion Maréchal. Enfin, sur le thème du pouvoir d'achat, mis en avant par la prétendante du RN mais de côté par l'essayiste, «l'un et l'autre ne sont pas incompatibles». «Je considère que ce sont des adversaires du même camp», a-t-elle conclu. Concernant Eric Zemmour, Marion Maréchal a tout de même esquissé un point de nuance. Ainsi, l'ancienne députée estime que les sorties du presque-candidat sur Pétain ne sont pas forcément «pertinentes». Ce qui ne l'empêche pas de défendre une approche «intéressante», qui consiste à «regarder différents pans de l'histoire (...), pouvoir en débattre, apporter de la nuance, ne pas avoir une vision monochromatique». Les propos du polémiste affirmant que François Hollande «a préféré que des Français meurent plutôt que d'empêcher des migrants de venir en France» concernant l'attentat du Bataclan n'ont pas non plus dérangé Marion Maréchal, qui ne «comprend même pas la polémique». «Je crois à aucun moment qu'il y ait eu l'intentionnalité de François Hollande de causer la mort de qui que ce soit», a-t-elle précisé. Avant d'ajouter : «Néanmoins, son irresponsabilité à l'époque est une irresponsabilité criminelle. (...) Son intention naïve (d'accueillir des migrants) a entraîné des choses gravissimes». Sur ce même attentat, Marion Maréchal a reconnu au RN d'avoir été à l'époque «le seul parti à alerter sur la situation dans l'indifférence générale». Mais il n'est pas certain que ces paroles qui semblent pleines de bon sens soient écoutées par les principaux intéressés qui se livrent au contraire ces dernières semaines à une guerre froide qui divise plus que jamais un seul et même électorat. Une guerre froide qui consume leurs efforts et qui surtout offre la possibilité à leurs adversaires d'avancer dans leurs campagnes. Reste à voir s'ils finiront tous deux à se présenter au scrutin présidentiel, ou si d'ici avril prochain les sondages offriront un avantage incontestable à l'un des deux candidats, forçant l'autre à se retirer sous peine de saboter son propre camp.

F. M.

Taïwan

Washington et Pékin échangent des mises en garde avant un sommet Biden-Xi

Les États-Unis et la Chine ont échangé samedi de sévères mises en garde concernant Taïwan, avant un sommet virtuel prévu aujourd'hui entre les présidents américains Joe Biden et chinois Xi Jinping.

Dans un entretien avec son homologue chinois Wang Yi, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a «exprimé sa préoccupation concernant la pression militaire, diplomatique et économique continue de la République populaire de Chine contre Taïwan», selon un communiqué du département d'État.

MM. Biden et Xi doivent s'entretenir pour la troisième fois ce soir heure de Washington (tôt mardi à Pékin) par visioconférence. La conversation entre MM. Blinken et Wang était destinée à préparer ce sommet.

Le chef de la diplomatie américaine a «exhorté Pékin à engager un dialogue significatif» pour résoudre ses différends avec Taïpei «pacifiquement et de manière conforme aux souhaits et aux intérêts du peuple sur

Taïwan», selon le département d'État. M. Wang a pour sa part mis en garde les États-Unis contre toute action pouvant être interprétée comme un soutien à «l'indépendance de Taïwan», selon un résumé de l'échange publié par le gouvernement chinois. «Toute connivence ou soutien envers les forces pour l'indépendance de Taïwan nuit à la paix dans le détroit de Taïwan et ne peut que faire boomerang», a averti le ministre chinois des Affaires étrangères.

Le sommet Biden-Xi a lieu alors que les contentieux s'accroissent entre Washington et Pékin, qui s'affichent chacun fermes sur leurs positions à propos des échanges commerciaux ou des droits humains.

Les tensions sont montées d'un cran ces dernières semaines au sujet de Taïwan, que Pékin considère comme une province rebelle qui doit revenir dans son giron.

Pékin a intensifié ses actions ces dernières années pour isoler Taïwan sur la scène interna-

tionale et enrayer toute tentative de reconnaissance de l'île comme État indépendant.

La Chine a aussi intensifié son activité militaire près de Taïwan. Et Washington a réitéré son engagement d'aider Taïpei à construire et à renforcer sa défense. Le sommet d'aujourd'hui «constitue une opportunité pour les deux dirigeants de discuter comment gérer de façon responsable la compétition entre les États-Unis et la République populaire de Chine, tout en travaillant ensemble dans les domaines où les intérêts s'alignent», a estimé le département d'État.

Le président américain n'a jamais caché son désir de rencontrer en personne le leader chinois, et ne s'est pas privé de critiquer son absence lors des récents sommets du G20 et de la COP26.

Mais il lui faut se contenter d'une rencontre virtuelle avec Xi Jinping, qui n'a pas quitté la Chine depuis près de deux ans, évoquant des raisons sanitaires.

Ligue 2 (4^e journée)

Le RCK confirme, l'USC cale à domicile

La quatrième journée du Championnat d'Algérie de football de Ligue 2, disputée samedi, a été marquée par la victoire en déplacement du leader du groupe Centre-Ouest, le RC Kouba, devant son poursuivant direct le GC Mascara (2-0), alors que l'US Chaouia, en tête du groupe Centre-Est, a concédé le match nul à domicile contre le MO Béjaïa (1-1).

A la faveur de son quatrième succès consécutif, le RC Kouba (1^{er} - 12 pts), vainqueur grâce notamment au doublé de son capitaine Ali Yahia Cherif, possède désormais deux points d'avance sur le MC El Bayadh, également vainqueur en déplacement devant l'USM Bel-Abbès (1-0), alors que le GC Mascara (7 pts) glisse au 4^e rang, derrière le CR Témouchent (3^e - 8 pts), qui a battu la JSM Tiaret (1-0).

Cette quatrième journée a également été favorable aux visiteurs, auteurs de pas moins de trois autres victoires en déplacement, à savoir celles du CRB Ain Ouessera devant l'ES Ben Aknoun (2-1), du MC Saïda contre l'USM El Harrach (1-0) et le MCB Oued Sly face au SKAF Khemis Miliana (2-0). Dans les autres rencontres du groupe Centre-Ouest, l'USMM Hadjout a enchaîné avec un deuxième succès de rang, en s'imposant largement devant le SA Ain Defla (6-1) et remonte à la 7^e place du classement, occupée conjointement avec le CRB Ain Ouessera.

De son côté, le WA Boufarik a disposé de l'ASM Oran (2-1) et rejoint le MC Saïda et le GC Mascara au 4^e rang avec sept points. Dans le groupe Centre-Est, l'US Chaouia (1^{er} - 10 pts) tenue en échec par la MO Béjaïa (1-1), a conservé néanmoins sa place de leader, mais se retrouve désormais sous la menace de la JS Bordj Menaiel et l'USM Annaba, deuxièmes ex æquo avec neuf points et vainqueurs respectivement, devant le NRB Téléghma (1-0) et IB Lakhdaria (2-1). Quatrième avec huit points au compteur, la JSM Béjaïa et l'USM Khenchela sont en embuscade après leur match nul face respectivement au MC El-Eulma (0-0) et l'IRB Ouargla (1-1). Dans le match opposant deux anciens pensionnaires de Ligue 1, c'est l'AS Ain M'illa qui a empêché les trois points de la victoire, en allant s'imposer sur le terrain du CA Bordj Bou Arreridj (2-1), de même que le CA Batna, vainqueur devant le MO Constantine (2-1). De son côté, la JSM Skikda a obtenu son premier point de la saison en faisant match nul à domicile face à Hamra Annaba (0-0), mais reste scotchée à la dernière place du classement aux côtés du MC El-Eulma et du MO Constantine.

La cinquième journée de Ligue 2 aura lieu le vendredi 19 novembre, selon le programme publié par la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

CR Belouizdad

L'entraîneur des gardiens Haniched maintenu

L'entraîneur des gardiens du CR Belouizdad, Mohamed Haniched, a été finalement maintenu dans ses fonctions, a annoncé samedi le club champion d'Algérie en titre, après avoir laissé entendre que cet ancien portier international de l'USM Blida avait été remercié, en même temps que le directeur sportif, Hocine Yahia et le préparateur physique, Aymen Nouadri. «Une incompréhension linguistique entre le staff technique et la Direction du club avait donné lieu à un malentendu concernant le cas Haniched, et c'est ainsi que le remplacement de cet entraîneur des gardiens a fini par être annoncé par voie de presse. En vérité, notre entraîneur des gardiens est maintenu à

son poste», ont publié les Rouge et Blanc dans un bref communiqué, diffusé sur leur site officiel. Le président du Conseil d'administration de la SSPA/CR Belouizdad, Mohamed Benelhadj, avait mis fin aux fonctions de Hocine Yahia comme directeur sportif du club le 4 novembre courant.

Dans la foulée, et suite à cette «incompréhension linguistique», il avait décidé d'accorder une marge d'action supplémentaire au coach brésilien Marcos Paqueta, et accepté de répondre à sa demande de ne plus compter sur les services du préparateur physique de l'équipe, Aymen Nouadri, et celle de l'entraîneur des gardiens, Mohamed Haniched.

Championnat national inter-régions (Groupe Centre-Est)

Le DRB Tadjanet rétrogradé de deux divisions

Le DRB Tadjanet, auteur d'un troisième forfait, lors de la troisième journée du Championnat national inter-régions (Groupe Centre-Est), a été rétrogradé de deux divisions, comme stipulé dans les règlements en vigueur, a-t-on appris auprès du président de la Ligue inter-région de football, Youcef Ben Medjber. «Il s'agit d'une décision Fifa, et nous étions dans l'obligation de l'appliquer, car cette instance avait insisté sur cela», a déclaré Ben Medjber, se disant «profondément navré pour ce club qui, il y a quelques années à peine, évoluait parmi l'élite du football algérien». Au fil des

années, le DRBT a cumulé une dette d'environ 400 000 euros auprès de certains joueurs étrangers, et qui après avoir déposé plainte ont fini par obtenir gain de cause auprès de la Fifa. C'est ainsi que le club a été interdit de recrutement, sur ordre de la Fédération internationale de football, et les conséquences ont été néfastes puisque le DRBT n'a pu disputer aucune des trois premières journées de l'exercice en cours. Le dernier match en date devait être un déplacement chez le NARB Réghaïa, ce samedi après-midi, dans la banlieue d'Alger, pour le compte de la troisième journée, et pour

lequel le DRBT ne s'est pas présenté sur le terrain. Un troisième forfait de rang, après lequel la décision de rétrogradation a été prononcée, comme stipulé dans les règlements en vigueur. «Ce n'est pas la première fois qu'un club est rétrogradé en division inférieure», a tenu à rappeler Ben Medjber, car selon lui «la formation de Béni Ouanif (Béchar) a déjà subi un sort similaire, pour non paiement de ses frais d'engagement». Le calendrier du championnat du groupe Centre-Est sera maintenu et à chaque journée de compétition, l'adversaire du DRBT sera exempté.

Eliminatoires du Mondial 2022/Algérie-Burkina Faso J-1

Belmadi appréhende l'absence de Belaïli

De retour en Algérie, la sélection nationale de football a repris hier le chemin de la préparation du match face au Burkina Faso, comptant pour la sixième et dernière journée des éliminatoires du Mondial 2022 au Qatar.



Belaïli attendra l'avis du médecin pour tenir sa place

Par Mahfoud M.

Le coach des Verts, Djamel Belmadi, n'a pas attendu pour se remettre au travail, vu l'importance de cette empoignade qui décidera du sort de la sélection qui se doit d'éviter la défaite si elle souhaite être du rendez-vous qatari. Ainsi, les coéquipiers du capitaine Ryad Mahrez savent ce qui les attend et ont conscience du fait qu'ils doivent se donner à fond pour réussir le meilleur résultat possible et décrocher ce billet qualificatif pour la phase finale de la Coupe du Monde. Par ailleurs, le driver de l'EN appréhende l'absence de l'attaquant vedette des Verts, Youcef Belaïli, qui a reçu un

coup à la cheville et qui ne pense pas pouvoir récupérer, sauf si les médecins de la sélection réussissent à le remettre sur pied. Le joueur devra subir des soins intensifs pour être présent lors de cet important match. «C'était un peu difficile pour Youcef Belaïli qui a reçu un coup à la cheville. Ce n'est pas très grave, c'est un peu difficile pour Youcef Belaïli qui a reçu un coup à la cheville qui est gonflée», a déclaré Djamel Belmadi. Tout se décidera aujourd'hui à son sujet et les médecins devraient donner le OK au joueur ou annoncer son forfait, ce qui emmènera ensuite le coach à faire des choix dans l'effectif en comptant sur un autre élément qui serait d'égale valeur pour l'aligner lors de cette rencontre. Sur un tout autre volet, tout le monde

s'accorde à dire que l'attaquant et buteur, Islam Slimani, est en passe de devenir un des joueurs les plus prolifiques de l'histoire du football algérien, surtout avec ce but qu'il a marqué face à Djibouti qui lui permet de se rapprocher de la star de la sélection ivoirienne, Didier Drogba, dans la course au titre de meilleur buteur des éliminatoires de la Coupe du Monde 2022 en Zone Afrique. Ainsi, Slimani (16 buts) n'est qu'à deux buts du record de Drogba dans ces éliminatoires et qu'il devrait pouvoir battre à l'occasion de ce dernier match des éliminatoires face au Burkina Faso. Belmadi, qui apprécie la combativité de son joueur, estime que c'est une bonne statistique à obtenir.

M. M.

Burkina Faso

Kamou Malo : «On va jouer nos chances à Blida»

L'entraîneur de la sélection nationale du Burkina Faso, Kamou Malo, a estimé que la qualification pour le dernier tour des éliminatoires du Mondial 2022 est toujours possible malgré le nul concédé par les Etalons face au Niger (1-1) vendredi à Marrakech (Maroc), pour le compte de la cinquième et avant-dernière

journée. «La qualification est toujours possible. C'est le football, on va prendre cela avec philosophie. On va jouer crânement nos chances en Algérie. Même si on gagnait ici, il fallait qu'on aille gagner à Blida. Le problème reste entier. Seulement qu'on parte sur le plan mental, un peu diminué sinon, c'est toujours la même chose», a déclaré Kamou

Malo à l'issue de la rencontre. Le Burkina Faso a réalisé une mauvaise opération en se contentant d'un nul face au Niger au Grand stade de Marrakech (1-1). Oumarou a ouvert le score pour le Niger (34^e), avant que les «Etalons» n'égalisent par Dayo (55^e sp). «On était face à une équipe qui était venue pour brouiller les cartes. J'avais des appréhensions sur ce match parce que tout le monde se projetait sur le match prochain, alors qu'il fallait passer d'abord par cette étape. On n'a pas pu sortir le match d'Algérie dans la tête. On a cru que ça c'était un match facile», a-t-il constaté avec regret. Après le match nul (1-1) contre le Niger, aucun calcul n'est possible pour les Etalons. Le Burkina Faso doit à tout prix s'imposer pour obtenir sa qualification pour les matchs de barrages de la Coupe du monde 2022. Pour l'entraîneur, l'objectif reste inchangé : gagner pour se qualifier.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Libye

Seif al-Islam Kadhafi présente sa candidature à la présidentielle

SEIF AL-ISLAM, fils de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, a présenté, hier, sa candidature officielle à l'élection présidentielle prévue le 24 décembre prochain, selon la Haute commission électorale libyenne (HNEC).

«Le candidat Seif al-Islam Kadhafi a déposé sa candidature à la présidence de l'Etat libyen», a annoncé la HNEC qui organise les élections présidentielles de décembre, et législatives un mois plus tard. «Il a soumis les documents de sa candidature au bureau de la HNEC à Sebha (sud), complétant ainsi toutes les conditions juridiques requises par la loi (...) relative à l'élection du chef de l'Etat, adoptée par le Parlement», a-t-elle ajouté dans un communiqué sur Facebook. Seif al-Islam, âgé de 49 ans, s'est également fait délivrer sa carte d'électeur du bureau de vote n° 21021 dans la ville de Sebha, selon la commission électorale. La HNEC a annoncé l'ouverture lundi du dépôt des candidatures pour la présidentielle. Aboutissement d'un processus politique laborieux parrainé par l'ONU, les élections sont censées tourner la page d'une décennie de chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Pour ce double scrutin, plus de 2,83 millions de Libyens, sur environ 7 millions d'habitants, se sont inscrits sur la plateforme en ligne de la HNEC.

Amar H.

Cour d'Alger

Report au 28 novembre du procès en appel de Hamid Melzi, ancien directeur de la résidence d'Etat «Sahel»

La cour d'Alger a reporté, hier, le procès en appel des jugements de première instance prononcés contre l'ancien directeur de la résidence d'Etat «Sahel», Hamid Melzi et ses co-accusés, au 28 novembre pour absence de la défense.

L'enrôlement de cette affaire coïncide avec la grève des avocats en réponse à l'appel de l'Union nationale des ordres des avocats qui avait décidé, mercredi dernier, de boycotter l'activité judiciaire pendant un jour devant toutes les juridictions et les établissements pénitentiaires. Ce boycott intervient pour contester la loi de finances qui prévoit deux articles imposant un nouveau régime fiscal aux avocats, d'après un communiqué de l'Union.

Pour rappel, le Pôle économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed a condamné l'ex-directeur général de la résidence d'Etat «Sahel», Hamid Melzi, à une peine de 5 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 8 millions de DA dans une affaire de corruption dans laquelle sont poursuivis d'autres responsables, dont les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal.

L'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a été condamné à une peine de 6 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA. Abdelmalek Sellal a écopé d'une peine de 5 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA. Les fils Melzi, Ahmed, Salim et Mouloud, ont été condamnés à une peine de deux ans de prison ferme, assortie d'une amende de 8 millions de DA. Son quatrième fils, Walid, a écopé d'une peine d'un an de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA.

Les sociétés des fils Melzi

doivent s'acquitter, solidairement, d'une amende de 32 millions de DA.

Le principal accusé Hamid Melzi est condamné à verser au Trésor public une amende de 20 millions de DA à titre de dommages et intérêts avec le gel de tous les comptes bancaires.

Quant à l'ex-directeur d'Air Algérie, Bekhouche Allache, il a été condamné à deux ans de prison, dont un an avec sursis et à une amende de 500 000 DA.

L'ex-DG d'Algérie Télécom, Ahmed Choudari, a été condamné à un an de prison ferme et à une amende d'1 million de DA, tandis que l'ex-directeur de la résidence officielle «El Mithaqa» a été condamné à un an de prison avec sursis et à une amende de 200 000 DA.

Placé en détention provisoire depuis mai 2019, Hamid Melzi a été poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, dont blanchiment d'argent, transfert de biens provenant de la criminalité, abus de fonction à l'effet d'accorder d'indus privilégiés, incitation d'agents publics à exploiter leur influence en vue de violer les lois et réglementations en vigueur, outre la conclusion de contrats en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Maya H.

Inondations et plusieurs routes coupées à la capitale



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Le taux élevé de turbidité de Taksebt perturbe l'alimentation en eau potable

■ L'alimentation des populations de la wilaya de Tizi Ouzou en eau potable est perturbée depuis plusieurs jours, en raison d'un taux élevé de turbidité du barrage de Taksebt.

Par Hamid M.

L'algérienne des eaux (ADE) précise, dans un communiqué, qu'à l'origine des perturbations dans les programmes de distribution d'eau, «le taux élevé de turbidité enregistré au niveau du barrage Taksebt, des suites des dernières intempéries». «Ces perturbations ont touché plusieurs quartiers du chef-lieu

de la wilaya ainsi que l'ensemble des 30 communes, alimentées à partir de ce système», ajoute la même source. L'ADE de Tizi Ouzou souligne que «la situation se normalisera progressivement». La turbidité élevée du barrage est due essentiellement au taux le plus bas de remplissage jamais atteint, frôlant les 0 % avant l'apport faible des dernières pluies au-dessous des 4 %. Les services de l'ADE de Tizi

Ouzou ne reçoivent dudit barrage depuis quelques jours pas plus de 70 000 m³/jour, selon des sources concordantes, contre plus de 170 000 m³/j auparavant, d'où les perturbations aussi dans la distribution de l'eau potable avec des fréquences de plusieurs jours, y compris au chef-lieu de wilaya, alors qu'en zones rurales la fréquence est de deux à trois semaines, voire plus dans certaines localités.

H. M.

DGSN

Plus de 7 quintaux de kif traité saisis durant le mois d'octobre

Les services de la Police judiciaire ont saisi, durant le mois d'octobre dernier, plus de 7 quintaux de kif traité et plus de 392 000 comprimés psychotropes, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

«Dans le cadre de la lutte contre les crimes de trafic de drogue et de psychotropes, les services opérationnels de la police judiciaire ont traité, durant le mois d'octobre dernier, 6 393 affaires qui se sont soldées par l'arrestation de

7 500 individus et la saisie de 7 quintaux et 77 kg de kif traité, outre 392 541 comprimés psychotropes», a précisé la même source.

Alger : saisie de plus de 23 kg de drogues et plus de 17 000 comprimés psychotropes

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de lutte contre la drogue à la circonscription Est de la police judiciaire, ont saisi plus de 23 kg de drogues et plus de 17 000

comprimés psychotropes, a indiqué, hier, un communiqué de ces services.

«Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de lutte contre la drogue à la circonscription Est de la police judiciaire, ont mis hors d'état de nuire un réseau criminel organisé, poursuivi pour trafic de drogue et de psychotropes et faux et usage de faux documents administratifs», a précisé le communiqué.

Selon le même communiqué, «l'affaire s'est soldée par l'arrestation de quatre suspects, âgés entre 27 et 41 ans, et la saisie de 23,55 kg de cannabis et 17 520 comprimés psychotropes».

«L'opération a permis, en outre, la saisie d'un véhicule touristique avec un faux dossier d'immatriculation, une somme de 100 000 DA et 5 téléphones portables», a ajouté la source.

«Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les prévenus ont été déferés devant le procureur territorialement compétent», a conclu le communiqué.

R. N.

Lyès G.

Dubaï

Le Premier ministre prend part à l'ouverture du Salon aéronautique

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a pris part, hier, en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'ouverture du Salon aéronautique de Dubaï.

M. Benabderrahmane a été reçu, lors de la cérémonie d'ouverture, par Cheikh Mohammed Ben Rachid Al Maktoum, vice-président des Emirats arabes unis, Premier ministre, ministre de la Défense et gouverneur de Dubaï.

Ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 18 novembre, est l'occasion de découvrir les tech-

niques innovantes dans le domaine de l'aéronautique, à travers plus de 20 pavillons représentant différents pays, outre la présentation de plus de 160 nouveaux modèles d'avions commerciaux, militaires et privés. Les visiteurs du Salon aéronautique de Dubaï pourront aussi découvrir les nouvelles technologies dans ce domaine, particulièrement celles qui proposent les start-up.

Cette manifestation prévoit des conférences spécialisées animées par des experts en industrie aéronautique.